

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index : ASA 13/5086/2016

2 novembre 2016

Bangladesh. Il faut protéger la minorité hindoue et enquêter sur les récentes attaques

Amnesty International condamne fermement les attaques perpétrées contre des lieux de culte, des habitations et des commerces hindous, dans le district de Brahmanbaria, au Bangladesh, par des foules en colère le 30 octobre 2016. Elle appelle les autorités du Bangladesh à prendre des mesures vigoureuses pour prévenir de telles attaques et protéger la minorité hindoue. En outre, les responsables de ces violences doivent être traduits en justice.

D'après les médias, des centaines de personnes, qui seraient liées aux organisations *Hefajat-e-Islam* et *Ahle Sunnat Wal Jamaat*, se sont rassemblées pour protester contre une publication postée sur Facebook qui « insultait l'islam ». Elle a été publiée vendredi 28 octobre sur le compte d'un habitant hindou du secteur, Rasraj Das. On pouvait voir une photo de la Masjid al Haram, le premier lieu saint pour les musulmans, avec une image du Dieu hindou Shiva incrustée sur la Kaaba, construction qui se trouve en son centre. Le lendemain, Rasraj Das a posté un message d'excuse et d'explication, indiquant que son compte Facebook avait été piraté et qu'il n'était en rien responsable de la diffusion de cette image. Il a été arrêté peu après par la police pour avoir « porté atteinte au sentiment religieux » et se trouve actuellement en détention.

Des manifestations pour réclamer l'exécution de Rasraj Das se sont poursuivies tout le weekend, et dimanche 6 novembre, des personnes rassemblées en nombre, dont certaines avaient des armes bricolées par leurs soins, s'en sont prises à la communauté hindoue dans plusieurs secteurs du district de Brahmanbaria. Au moins 100 maisons ont été vandalisées et plusieurs temples pillés. De très nombreux habitants ont été blessés. Les forces de sécurité ont été appelées sur les lieux et ont appréhendé au moins six individus accusés d'avoir participé à ces attaques.

Malgré la présence des forces de sécurité, cependant, les informations parues dans les médias laissent à penser que les communautés hindoues touchées étaient terrorisées et craignent de nouvelles attaques.

Deux plaintes ont été déposées auprès de la police par des victimes, accusant plus de 1 000 personnes non identifiées d'avoir participé à ces violences. Toutefois, il est à craindre que, comme lors de précédentes attaques ciblant la minorité hindoue, les responsables ne soient pas déférés à la justice.

Amnesty International appelle les autorités bangladaises à :

- condamner publiquement les attaques visant les membres de la communauté hindoue et prendre des mesures efficaces afin d'empêcher de nouvelles attaques et d'assurer la protection des membres de la minorité hindoue ;
- diligenter une enquête approfondie, impartiale et indépendante sur ces événements et en rendre les conclusions publiques ;
- veiller à ce que les auteurs présumés de ces actes soient jugés dans le cadre de procès équitables et transparents, excluant tout recours à la peine de mort ;
- veiller à ce que Rasraj Das ne soit pas inculpé d'« atteinte au sentiment religieux » ni d'actes similaires, et à ce que les charges déjà portées à son encontre soient abandonnées.

Complément d'information

Au Bangladesh, pays majoritairement musulman, la minorité hindoue est depuis très longtemps la cible de pratiques discriminatoires et d'attaques par des groupes violents. En 2013, la minorité hindoue a été victime d'une vague d'attaques violentes durant lesquelles 40 temples ont été vandalisés et de nombreuses boutiques et maisons incendiées, jetant des centaines de personnes à la rue. En 2001, des centaines de familles hindoues auraient été expulsées de leurs terres par des groupes affiliés au Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) et au parti Jamaat-e-Islami. Dans certains cas, les assaillants ont incendié les maisons et violé des femmes, et plusieurs personnes ont été tuées. À la connaissance d'Amnesty International, ces agissements n'ont pour l'instant fait l'objet d'aucune investigation.

En outre, depuis deux ans, de nombreuses attaques ont été perpétrées par

des groupes violents qui prétendent agir au nom de l'islam. Parmi les personnes assassinées dans ce contexte figurent des blogueurs laïcs, et en 2016 Xulhaz Mannan, défenseur connu des droits des LGBTI, un professeur d'université, un tailleur hindou accusé d'avoir insulté l'islam, et un dirigeant d'une communauté musulmane soufie. Personne n'a eu de comptes à rendre pour ces actes, pourtant revendiqués par des groupes qui prétendent être liés à Al Qaïda ou par le groupe armé se désignant sous le nom d'État islamique (EI). Il est à noter toutefois que des enquêtes sont en cours et que des arrestations ont eu lieu dans le cadre de certaines de ces affaires.